Data Centers :

un enjeu environnemental, de santé publique qui s'inscrit dans la volonté d'une souveraineté numérique

Dans de nombreux pays les citoyens s'expriment contre l'implantation de data centers. Il en est de même en France où dernièrement de nombreux projets émergent notamment en Ile de France et dans les Hauts de France, à Chateauroux où se situe le plus gros Data Center appartenant à Google.

Afin de collecter de plus en plus de données les Data Centers fleurissent avec des conséquences écologiques, de santé publique : puissants consommateurs d'énergie, d'eau, nuisances sonores, mais aussi des augmentations de températures en périphérie, sans parler de l'utilisation des sols au détriment notamment de terres agricoles fertiles et des espaces naturels et donc de la biodiversité …

Plusieurs voix s'élèvent dans le monde pour porter d'autres alternatives et refuser l'implantation forcée des data center comme en France, au Portugal, en Belgique, en Thaïlande, aux Etats Unis...

Le sujet des data centers induit le questionnement d'un enjeu sur les données récoltées et leur maitrise.

Aller vers une sobriété numérique implique déjà de réduire le volume de données stockées et traitées.

Des solutions existent pour éviter le déploiement de ces immenses data centers. En traitant au plus près de leurs sources par micro-data centers / data centers modulaires : conteneurs ou salles techniques de petite taille, déployés sur site industriel, pouvant fonctionner sur des énergies renouvelables intermittentes. En Finlande les data centers souterrains servent de chauffage en récupérant 100% de la chaleur.

Pour la CGT FAPT, l'essor annoncé de l'intelligence artificielle ne saurait justifier une course aveugle aux capacités de calcul. Le progrès technologique n'est un progrès social que s'il répond aux besoins réels de la population, améliore les conditions de travail, réduit les inégalités et respecte les limites écologiques de la planète.

L'enjeu n'est pas de produire toujours plus de gigawatts pour alimenter la spéculation, mais de débattre démocratiquement de l'utilité sociale des usages et de l'aménagement du territoire.

Cela exige une maîtrise industrielle publique, un financement orienté vers l'investissement productif et les qualifications, dans le cadre d'une planification nationale. C'est là une question existentielle, car le coût sur l'humain et la biodiversité, en plus du coût économique et financier, d'une France brûlée et asséchée chaque été, avant d'être inondée à chaque automne, ne saurait lui permettre d'être souveraine.

Poursuivons les mobilisations, décidons de l'action pour imposer d'autres choix

Le 1er décembre mobilisons-nous pour la satisfaction de nos revendications !

Fédération nationale des salariés du secteur des activités postales et de télécommunications CGT
263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex
Tél. : 01 48 18 54 00 C.C.P. Paris 20376 D
Site : www.cgt-fapt.fr Mail : fede@cgt-fapt.fr